N° 43. 1810.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 27 Novembre. | *DINGSDAG, den 27 November.*

*** On s'adresse pour les abonnemens, au Directeur du Journal du Département, Verwerstraat, N°. 108, à Bois-le-Duc. Prix pour une année f 9-0-0, pour six mois f 5-0-0 et pour trois mois f 3-0-0.

*** Men adresfere zich voor het abonnement aan den Directeur van het Journaal van dit Departement, in de Verwerstraat, N° 108, in 's Hertogenbosch. De prijs is voor een Jaar f9-0-0, voor zes maanden f5-0-0 en voor drie maanden f3-0-0.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 26 Novembre 1810.*

Hauteur des eaux de la meuse à Grave

Le 23 Novembre	10 pieds	10 pouces.
Le 24 ———	10 ——	7 ———
Le 25 ———	10 ——	0 ———

BOIS-LE-DUC, *le 26 Novembre.*

Le mariage de LL. MM. II. et RR. fut célébré avec toute l'allégresse qu'inspirait la perspective du repos et de la félicité de l'Europe. Les Français en attendaient un bienfait de plus, et ce bienfait vient de se réaliser. L'heureuse grossesse de S. M. l'Impératrice-Reine est le garant de la prospérité de la France; elle consolide le grand ouvrage de la gloire et de la grandeur nationale; elle assure le bonheur domestique de l'Empereur. S. E. le ministre des cultes vient d'écrire à MM. le vicaire apostolique, les vicaires généraux et les présidens des différentes classes réformées de ce département, d'ordonner des prières publiques pour la conservation de l'Impératrice. Unissons nous aux ministres des autels pour remercier la providence des bénédictions qu'elle répand sur l'Empire Français, et adressons lui les voeux que nos coeur ne cessent de former pour la félicité et la conservation de Notre auguste souveraine.

BOIS-LE-DUC, le 24 Novembre 1810.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'Empire, Chevalier de la Légion d'Honneur,

A Messieurs les Sous-Préfet d'Eindhoven, de Nimègue et de Bréda.

Monsieur le Sous-Préfet,

Conformément au décret du 15 Mai 1810, le conseil de la Préfecture, formé en commission de liquidation, a arrêté un premier état de ce qui, jusqu'au premier Avril dernier, est dû par la Hollande aux communes du département des Bouches du Rhin et de l'arrondissement de Bréda, pour réquisitions, fournitures &c. Tout ce que la Hollande doit au pays, sera payé sur les sommes qui lui sont dues pour revenus arriérés, sans aucune distinction, et cet arriéré ne peut être perçu, que pour être versé dans la caisse des receveurs généraux des départemens des Bouches du Rhin et des Deux-Nèthes, puisque c'est sur ces sommes que la commission ordonnancera en faveur des créanciers de la Hollande tout ce qui est dû par elle.

Je suis étonné, Monsieur, que plusieurs receveurs des contributions et des domaines témoignent quelque incertitude sur la marche qu'ils ont a suivre. Je vous invite à leur rappeller les dispositions suivantes du décret du 15 Mai dernier, dont aucune n'a été abrogée par la réunion de la Hollande à l'Empire, et qui toutes sont étrangères aux comptes que l'administration actuelle de la Hollande a le droit de leur demander.

„ *Titre IV du décret Impérial du 15 Mai 1810.*"

„ Dispositions communes au département des Bouches du Rhin et à l'arrondissement de Bréda."

CHAPITRE I.

„ Art. 17. Jusqu'au premier Janvier 1811, les contributions actuellement existantes, sous quelque dénomination quelles soient, continueront à être perçues conformément à ce qui est prescrit par l'article 20 de Notre décret du 26 Avril 1810. Leur produit sera versé, ainsi que celui des domaines et dîmes, par tout receveur ou percepteur, dans la caisse des receveurs généraux de département."

„ 18. Les impositions arriérées et les revenus des domaines et dîmes échus antérieurement à Notre prise de possession, seront perçus pour être versés dans les caisses des receveurs généraux, qui en tiendront un compte particulier."

FRANSCH KEIZERRIJK.

'S HERTOGENBOSCH, *den 26 November.*

De hoogte van de Maas te Grave was

Den 23 November	10 voeten	10 duimen.
Den 24 ———	10 ——	7 ———
Den 25 ———	10 ——	0 ———

'S HERTOGENBOSCH, *den 26 November.*

Het huwelijk van HH. KK. en KK. MM. is met alle die blijdschap, welke het vooruitzigt van rust en voorspoed voor Europa oplevert, gevierd. De franschen verwachten er een weldaad te meer van en deze weldaad is bevestigd: de gelukkige zwangerheid van hare Majesteit de Keizerinne en Koninginne is de waarborg voor den voorspoed van Frankrijk; zij bevestigd het groote werk der nationale eer en grootheid; zij verzekerd het huisselijk geluk van den Keizer. Z. E. de minister van eeredienst heeft aan de heeren apostolische vicarissen, vicarissen-generaal en presidenten der onderscheidene gereformeerde klassen in dit departement, geordonneerd, publieke gebeden te doen tot behoud der Keizerin. Vereenigen wij ons met de geestelijkheid, om de Voorzienigheid te danken voor de zegen, welke hij uitstort over het Fransche Keizerrijk, laat ons aan hem opzenden de begeertes, welke ons hart niet ophoudt te vormen voor den voorspoed en de bewaring van onze doorluchtige souvereine.

'S HERTOGENBOSCH, den 24 November 1810.

De Prefect van het departement der Bouches du Rhin, Baron des Rijks, Ridder van het Legioen van Eer.

Aan de Heeren Sous-Prefecten van Eindhoven, Nymegen en Breda.

Mijn Heer de Sous-Prefet,

Overeenkomstig het decreet van den 15 Mei 1810 heeft de Raad der Prefecture, geformeerd in commissie van liquidatie, gearresteerd de eerste staat van het geen, tot op den 1 April ll., door Holland verschuldigd is aan de gemeentes van het departement der Rhijnmonden en van het arrondissement van Breda, voor requisitien, leverantien enz. Alle het geen Holland aan het land schuldig is zal worden voldaan uit de sommen van de aan hetzelve verschuldigde achterstallige interessen, zonder eenige distinctie, en deze achterstal zal bij den ontvangst in de kassen van de ontvangers-generaal van de departementen der Rhijnmonden en van de twee Nethen worden gestort, zullende op deze sommen door de commissie worden geordonnanceerd ten faveure der schuldeischers. Verwonderd zijnde mijne heeren, dat verscheidene ontvangers der contributien en der domeinen eenige onzekerheid over den voet die zij moeten volgen, aan den dag leggen, verzoek ik u hun te herinneren de volgende dispositien van het decreet van den 15 Mai ll., die door de vereeniging van Holland met het keizerrijk, niet zijn vernietigd, en die alle vreemd zijn aan rekeningen welke de tegenwoordige hollandsche administratie regt heeft van hun te vragen.

„ *Titel IV van het Keizerlijk decreet van den 15 Mai 1810.*"

„ Algemeene dispositien voor het departement der Rijnmonden en het arrondissement van Breda."

I. CAPITTEL.

„ Art. 17. Tot den 1 Januarij 1811, zullen overeenkomstig het geene bij art. 20 van ons decreet van den 26 April 1810 is omschreven, de thans bestaande contributien, onder welke benaming ook, blijven ontvangen worden. Den opbrengst, zoo als ook die van de domeinen en tienden zal door ieder ontvanger of percepteur worden gestort in de kassen van de ontvangers-generaal van het departement."

„ 18. De achterstallige contributien en de inkomsten der domeinen en tienden, vooroede in bezitneming verschenen, zullen worden ontvangen en gestort in de kassen der ontvangers-generaal, die daarvan afzonderlijke rekening zullen houden."

„ 19. Il sera formé un état de tout ce qui, jusqu'au premier Avril dernier, étoit dû par la Hollande au pays, soit pour appointemens, soit pour prix de réquisitions, fournitures, entretien et casernement des troupes, soit pour subsides accoutumés de toute nature."

„ 20. Le conseil de préfecture, présidé par le préfet, formera une commission de liquidation. Les états des sommes dues à la Hollande pour revenus arriérés, et ceux des sommes dues par elle, seront arrêtés par la commission. Les dits états seront transmis à Notre ministre de l'intérieur, pour être soumis à Notre approbation. Si les sommes dues à la Hollande surpassent celles dont elle est débitrice, la commission ordonnancera en faveur des créanciers de la Hollande, tout ce qui leur est dû par elle: le surplus sera tenu à la disposition de la Hollande. Si au contraire les sommes dues par la Hollande surpassent celles qu'elle auroit à reclamer, la commission fera payer au prorata à tous les créanciers de la Hollande, et rendra compte de ce qui reste dû au ministre de l'intérieur, qui en donnera connaissance à celui des relations extérieures pour en reclamer le payement.

„ 21. Les payemens de tous les receveurs des contributions, receveurs et débiteurs des domaines, qui auraient été indûment faits dans d'autres caisses que celles des agens français, sont déclarés nuls, et les agens ou débiteurs qui auroient fait lesdits paiemens, seront poursuivis conformément aux dispositions du code Napoléon."

Le mode suivant lequel les receveurs des domaines devront rendre leurs comptes pour le tems antérieur à la prise de possession, sera incessamment déterminé.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

PARIS, *le* 21 *Novembre*.

On cite un trait singulier de la malade du roi d'Angleterre: Croyant remarquer en lui un bon moment, on lui présenta l'acte pour la prorogation du parlement. Il en lut une partie, et signa: *Georges-Napoléon*. Depuis lors il persiste à ne pas signer autrement, persuadé que le nom qu'il prend doit assurer la victoire à ses armées et ramener la sagesse dans ses conseils. On voit, par cela seul, que la maladie actuelle de S. M. B. n'est pas celle qui avoit altéré ses facultés intellectuelles il y a quelques années.

LONDRES, *le* 14 *Novembre*.

Voici les derniers bulletins de la santé de S. M. B.

Du 13 *Novembre*.

S. M. a eu un peu de fiévre pendant le jour, mais elle est un peu mieux ce soir.

Du 14 *au matin*.

S. M. a dormi un peu, et se trouve mieux ce matin.

Une expédition secrète, partie de Gibraltar sous les ordres du colonel Lord *Blancy*, pour aller délivrer Malaga, a complettement échoué. Les troupes qui la composaient ont été tuées ou faites prisonnières. Il n'en est retourné que très peu à Gibraltar.

A U T R I C H E.

VIENNE, 11 *Novembre*.

Le résultat des délibérations des dernières conférences de notre conseil des finances, auxquelles l'Empereur a assisté, est maintenant connu en partie. On y a arrêté en principe la vente d'un certain nombre de biens domaniaux. Le prix de ces biens sera acquitté en billets de banque.

En vertu d'une convention entre la France et l'Autriche, conclue à Paris le 30 Août, et ratifiée par les deux Empereurs, la main levée du séquestre mis avant et pendant la dernière guerre sur les biens possédés à titre particulier, tant dans les états d'Autriche que dans ceux de la confédération du Rhin, va avoir lieu. Par l'art. 2 de cette convention, S. M. l'Empereur Napoléon déclare qu'il révoque son décret du 24 Avril 1809, portant confiscation des biens des cidevant princes et comtes de l'Empire germanique et des membres de l'ordre équestre ayant contrevenus aux art. 7 et 31 de l'acte de confédération.

R U S S I E.

PÉTERSBOURG, 11 *Octobre*.

Le Journal, intitulé *la Poste du Nord*, ou *Nouvelle Gazette de Pétersbourg*, contient l'article suivant:

Jeudi dernier, 6 Octobre, le conseiller privé ministre de l'intérieur, prince Kourakin, est arrivé ici, venant de Paris. Il a eu l'honneur de présenter à S. M. I. une lettre de S. M. l'Empereur Napoléon, qui contient les preuves les moins équivoques de la liaison amicale qui subsiste entre les deux cours impériales, et de l'alliance inébranlable qui unit les deux Empires.

„ 19. Er zal een staat worden geformeerd, van al het geen tot den 1en April ll., door Holland aan het Land verschuldigd is aan tractementen, requisitien, leverantien, onderhoud en casernering der troepen en gewone subsidien van welke natuur."

„ 20. De Raad der Prefecture, voorgezeten door den Prefect, zal eene commissie van liquidatie formeren. De staten der sommen door Holland verschuldigd voor achterstallige interesten en andere schulden zullen door de commissie worden gearresteerd." Gezegde staten zullen aan den minister van binnenlandsche zaken worden gezonden, om aan Onze approbatie te worden onderworpen. Indien de sommen aan Holland verschuldigd overtreffen die, waarvan hetzelve debiteur is, zal de commissie ordonnanceren ten faveure der schuldeisschers van Holland voor al het geen hetzelve hun schuldig is, het overschot zal worden gehouden ter dispositie van Holland. Indien, integendeel, de door Holland verschuldigde som overtreft die, welke het heeft te vorderen, zal de commissie pro rata de schuldeisschers van Holland voldoen, en aan den minister van binnenlandsche zaken opgeven het geen zal overschieten, zullende de minister daarvan kennis geven aan dien van de buitenlandsche betrekkingen, ten einde de betaling te vorderen."

„ 21. De betalingen van alle de ontvangers der contributien, ontvangers en debiteurs der domeinen, die onbillijk in andere kasfen dan die der fransche agenten zouden geschieden, worden verklaard voor nul, en de agenten of debiteurs die de gezegde betalingen zullen hebben gedaan zullen worden achtervold overeenkomstig de dispositien bij de code Napoleon bepaald."

De wijze, naar welke de ontvangers der domeinen, hunne verantwoording voor den tijd der in bezitneming zullen moeten doen, zal zonder uitstel worden bepaald.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

PARIJS, *den* 21 *November*.

Men verhaalt een singuliere trek van de ziekte des konings van Engeland: geloovende hem in een goeden staat te vinden, presenteerde men denzelven de acte van verlenging van het parlement. Hij las daarvan een gedeelte en teekende *George-Napoléon*. Sedert dien tijd volhardt hij bij deze teekening, overtuigd dat de naam, welke hij aanneemt, de overwinning aan zijne armée zal verzekeren en de wijsheid in zijnen raad opbeuren. Men ziet door dit alleen, dat de tegenwoordige ziekte van zijne Brittannische Majesteit niet die geene is, welke voor eenige jaren zijne geestvermogens veranderd had.

LONDEN, 14 *November*.

Ziet hier de laatste bulletins van de gezondheid zijner Majesteit.

Van den 13 *November*.

Z. M. heeft gedurende den dag, een weinig de koorts gehad, maar dezen avond is dezelve eenigzins beter.

Van den 14 *November*.

Z. M. heeft een weinig geslapen en bevindt zich heden morgen beter.

Eene geheime expeditie, onder de orders van den colonel *Blancy*, van Gibraltar vertrokken, om Mallaga te verlossen, is geheel op strand geraakt. De troepen, die dezelve uitmaakte, zijn gedood of gevangen genomen.

O O S T E N R IJ K.

WEENEN, 11 *November*.

De uitslag der deliberatien van de laatste conferentien van onzen raad van finantien, bij dewelke de keizer heeft geadsisteerd, is tegenwoordig gedeeltelijk bekend. Men heeft daarin bij principe vastgesteld den verkoop van zeker getal domeingoederen. De prijs daarvan zal geacquiteerd worden bij bankbilletten.

Ten gevolge van eene overeenkomst tusschen Frankrijk en Oostenrijk, den 30 Augustus, te Parys gesloten en door de beide Keizers geratificeerd, is het algemeen sequester, voor en gedurende den laatsten oorlog op de goederen bezeten bij partieulieren, zoo in het Oostenrijksche als in de landen der Rijnconfederatie gelegd, opgeheven. Bij art. 2 dezer overeenkomstig verklaart zijne Majesteit de Keizer Napoleon, dat hij herroept zijn decreet van den 24 April 1809 houdende confiscatie der goederen van de voormalige prinsen en graven van het Duitsche keizerrijk en van de leden der ridderorden, als strijdig met art. 7 en 31 der acte van confederatie.

R U S L A N D.

PETERSBURG, *den* 11 *October*.

Het dagblad, genaamd *Noorder-Post* of *nieuwe Courant van Petersburg*, houdt het volgend artikel in:

Laatsleden donderdag den 6 October is de staatsraad *Privé* minister van binnenlandsche zaken, prins Kourakin, alhier gearriveerd, komende van Parijs. Hij heeft de eer gehad aan Z. K. M. te presenteren eenen brief van Z. M. den Keizer Napoleon, die de minst dubbelzinnige blijken aan den dag legt van de vriendschappelijke verbinding, welke tusschen die twee keizerlijke hoven plaats heeft, en van de onwrikbare alliantie, die de beide keizerrijken vereenigt.

(Voici le décret relatif à l'ordre judiciaire dans le département des Bouches du Rhin, que nous avons annoncé dans notre numéro précédent.)

DECRET IMPÉRIAL.

EXTRAIT des minutes de la Secrétairie d'État.

Décret, contenant réglemens sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice dans les Départemens des Bouches du Rhin, des Bouches de l'Escaut, et l'Arrondissement de Bréda.

Au palais de Fontainebleau, le 8 novembre 1810.

NAPOLÉON, Empereur des Français, etc.

Sur le rapport de Notre grand-juge, ministre de la justice.

Notre conseil-d'État entendu;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE PRÉLIMINAIRE.

Toutes les autorités judiciaires actuellement établies dans les départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut, et dans l'arrondissement de Bréda, réuni au département des Deux Nèthes, sous quelque titre et dénomination qu'elles existent, sont et demeureront supprimées, à compter du 1er Janvier 1811.

A partir du même jour, la justice, dans lesdits départemens, sera rendue conformément aux lois générales de l'Empire, et par les tribunaux qui seront institués par Nous.

TITRE PREMIER.

Des justices de paix.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation des dépenses.

Art. 1. Il y aura, dans chaque canton, un juge-de-paix lequel aura deux suppléans et un greffier.

2. Nul ne pourra être juge de paix, ou suppléant de juge-de-paix, s'il n'est âgé de trente ans accomplis.

3. Les greffiers des justices de paix ne pourront être âgés de moins de vingt-cinq ans.

4. Jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à l'exécution du titre II des constitutions de l'empire, en date de 16 thermidor an 10, la désignation de candidats pour les places de juge de paix et de suppléant de juge de paix, sera faite par les présidens et Nos procureurs dans les tribunaux de première instance. La première désignation sera faite par Notre commissaire de justice.

5. Chaque juge-de-paix remplira seul les fonctions de sa place.

En cas d'absence ou d'empêchemens du juge de paix, ses fonctions seront remplies par le premier et subsidiairement par le second suppléant.

6. En cas d'empêchement simultané d'un juge de paix et de ses suppléans, il sera procédé ainsi qu'il est prescrit par la loi du 16 ventose an 12.

7. Les juges-de-paix jouiront, indépendamment des droits d'actes et de vacations qui leur sont alloués par Nos décrets du 16 février 1807, d'un traitement fixe, qui sera de 1000 fr. à Middelbourg, Bois-le-Duc, Nimègue et Bréda, et de 800 fr. dans tous les autres cantons.

8. Le traitement des greffiers des justice-de-paix sera égal au tiers de celui des juges-de-paix.

Ces greffiers percevront, en outre, les droits et émolumens qui leur sont attribués par la loi du 21 prairial an 7 et par Nos décrets du 16 février 1807.

9. Les menues dépenses des justices de paix et des tribunaux de police seront provisoirement réglées par Notre grand juge ministre de la justice, sur les bases et dans les proportions déterminées par les lois et réglemens de l'empire, sauf à y faire, lors du réglement définitif, les augmentations qui seraient jugées nécessaires d'après les localités.

CHAPITRE II.

Compétence des juges de paix.

10. Les juges de paix connaîtront, en matière civile, de toutes les causes purement personnelles et mobilaires, sans appel, jusqu'à la valeur de 50 francs; et à charge d'appel au tribunal de première instance de l'arrondissement, jusqu'à la valeur de 100 francs.

11. Ils connaîtront aussi, sans appel, jusqu'à la valeur de cinquante francs, et, à charge d'appel, à quelque somme ou valeur que la demande puisse monter:

1°. Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes;

2°. Des déplacemens de bornes, des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, lorsque ces déplacemens et usurpations auront eu lieu

(Hier volgt het decreet, betrekkelijk de regterlijke magt in het departement der Rijnmonden, hetwelke wij in ons voorgaande nommer hebben geannonceerd.)

KEIZERLIJK DECREET.

EXTRACT uit de minuten van de ſecretarij van ſtaat.

Decreet, behelzende een reglement, wegens de organiſatie der regterlijke magt en de regtspleging in de departementen der Bouches du Rhin, der Bouches de l'Escaut en in het arrondisſement Breda.

Op het paleis van Fontainebleau den 8. November 1810.

NAPOLÉON, Keizer der Franſchen enz.

Op het verſlag van Onzen groot-regter, miniſter van juſtitie;

Onzen ſtaatsraad gehoord;

Hebben Wij gedecreteerd en decreteren het geen volgt:

VOORAFGAAND ARTIKEL.

Alle regterlijke magten, die thans beſtaan in de departementen der Bouches du Rhin en der Bouches de l'Escaut, mitsgaders in het arrondisſement Breda, hetwelk met het departement der Deux-Nèthes vereenigd is, onder welke benaming zulks ook zijn moge, zijn en blijven, te rekenen van den 1ſten Januarij 1811, afgeſchaft.

Te rekenen van dienzelfden dag, zal het regt, in gezegde departementen worden uitgeoefend, overeenkomſtig de algemeene wetten des rijks, mitsgaders door de regtbanken, welke door Ons zullen worden ingeſteld.

TITEL I.

Over de vrede-geregten.

HOOFDSTUK I.

Organiſatie der uitgaven.

Art. 1. In ieder kanton zal een vrede-regter zijn, die twee plaatsvervangers en een' griffier zal hebben.

2. Niemand zal vrede-regter of plaatsvervanger van vrede-regter kunnen zijn, ten zij hij volle dertig jaren zal bereikt hebben.

3. De griffiers der vrede-geregten zullen niet jonger dan vijf-en-twintig jaren mogen wezen.

4. Tot zoo lang er in de uitvoering van titel II der rijksconſtitutien, van den 16 thermidor, 10de jaar, zal voorzien zijn, zal de benoeming van kandidaten tot de posten van vrede-regter geſchieden door de voorzitters en door Onze procureurs bij de regtbanken ter eerſter inſtantie. De eerſte benoeming zal door Onzen commisſaris van juſtitie geſchieden.

5. Ieder vrede-regter zal de ambtsbezigheden, aan zijnen post verknocht, alleen waarnemen.

In geval van afwezendheid of dat de vrede-regter belet zou mogen zijn, zullen deszelfs ambtsbezigheden door den eerſten, en bij plaatsvervulling door den tweeden plaatsvervanger vervuld worden.

6. In geval van gelijktijdige afwezendheid of belet van den vrede-regter en zijne beide plaatsvervangers, zal men te werk gaan, zoo als bij de wet van den 16den ventoſe, 12de jaar, is voorgeſchreven.

7. De vrede-regters zullen, behalve hunne inkomſten van de acten en vacatien, die hen bij Onze decreten van den 16den Februarij 1807 zijn toegerekend, nog een vast traktement genieten, hetwelk zijn zal van 1000 franken, te Middelburg, den Bosch, Nijmegen en Breda, en van 800 franken, in de andere kantons.

8. Het traktement van de griffiers der vrede-geregten zal gelijk zijn met het een-derde gedeelte van dat der vrede-regters.

Deze griffiers zullen daarenboven zoodanige regten en emolumenten genieten, als hun bij de wet van den 21ſten prairial, 7de jaar, en bij Onze decreten van den 16den Februarij 1807, zijn toegekend.

9. De kleine uitgaven der vrede-geregten en der regtbanken van politie zullen provisioneel door Onzen groot-regter minister van juſtitie worden geregeld, volgens de grondſlagen en in evenredigheid van het geen door de wetten en reglementen des rijks bepaald is, met voorbehouding, om daarin, bij het definitief reglement, zoodanige vermeerderingen daar te ſtellen, als volgens de plaatſelijke omſtandigheden zal worden noodig geoordeeld.

HOOFDSTUK II.

Over de competentie der vrede-regters.

10. De vrede-regters zullen, in materie civiel, kennis nemen van alle blootelijk perſonele of meubilaire actien, tot de waarde van 50 franken, zonder dat daarvan eenig appèl zal vallen, en, onder appèl aan de regtbank ter eerſter inſtantie van het arrondisſement, tot het beloop eener ſomme van 100 franken.

11. Zij zullen insgelijks kennis nemen, zonder appèl, tot de waarde van 50 franken, en met appèl, tot zoodanige waarde of ſomme, als de zaak mogt bedragen, over:

1°. Alle actien tot vergoeding van ſchaden, het zij door menſchen, het zij door beesten, aan velden, vruchten en aan den oogst toegebragt;

2°. Alle verplaatſingen van grensſcheidingen, uſurpatien van grond, boomen, heiningen, grachten en andere ſluitingen, wanneer die verplaatſingen of uſurpatien in het loopend

dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises pareillement dans l'année, et toutes sections possessoires;

3°. Des réparations locatives des maisons et fermes;

4°. Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera point contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire;

5°. Du paiement du salaire des gens de travail, des gages des domestiques, et de l'exécution des engagemens respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail, sauf les cas réservés aux conseils de prud'hommes dans les lieux où il en sera établi;

6°. Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, pour lesquelles les parties ne se seront point pourvues par voie criminelle ou de police.

12. Les juges de paix sont officiers de police judiciaire et juges de simple police; leurs attributions et leur compétence, sous ce double rapport, sont déterminées par le code criminel.

13. Ils se conformeront, au surplus, à tout ce qui est prescrit aux juges de paix par les autres codes et lois de l'Empire et par Nos décrets.

TITRE II.

Des tribunaux de première instance.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation et dépenses.

14. Le nombre et l'organisation des tribunaux de première instance des départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut, demeurent tels qu'ils sont fixés par Notre décret du 18 août dernier.

15. Ces tribunaux auront pour ressort l'arrondissement des chefs-lieux de préfecture ou de sous-préfecture où ils devront siéger.

16. Nul ne pourra être greffier dans lesdits tribunaux de première instance, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans.

17. Le traitement des juges est fixé, savoir:

Dans les tribunaux de middelboug et de Bois-le-Duc, à deux-mille francs;

Dans ceux de Bréda et de Nimègue, à dix-huit-cents francs;

Et dans ceux de Goes, Eindhoven et Zierikzée, à quinze-cents francs.

18. Le traitement des présidens et de Nos procureurs dans lesdits tribunaux de première instance, sera le double de celui des juges.

19. Les traitemens de tous les autres membres du tribunal seront fixés d'après les bases établies par la loi et par Nos décrets.

Le traitement des procureurs impériaux criminels; substituts de Notre procureur-général près les cours, qui résideront à Middelbourg et à Bois-le-Duc, sera le même que celui des présidens des tribunaux de première instance de ces villes.

20. Les menues dépenses desdits tribunaux de première instance seront provisoirement réglées par Notre grand-juge ministre de la justice, en suivant, autant que faire se pourra, les bases d'après lesquelles les dépenses de cette nature ont été ou seront fixées par Nous, dans les autres départemens de l'empire.

CHAPITRE II.

Compétence des tribunaux de première instance.

21. Nos tribunaux de première instance dans les départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut, connaîtront en matière civile, conformément aux dispositions du code Napoléon, du code de procédure civile et des lois de l'Empire:

1°. En premier ressort, de toutes les affaires personnelles, réelles et mixtes, sans préjudice de la compétence des juges de paix et des tribunaux de commerce;

2°. En premier et dernier ressort, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1000 francs de principal, et des affaires réelles dont l'objet principal sera de 50 francs de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail.

(*La suite au prochain numéro.*)

jaar geschied zijn; ook wegens questiën over den loop van eenig water, dienende tot besproeijing van weilanden, insgelijks binnen den loop des jaars gedaan, en van alle actien possessoir;

3°. Alle reparatien van verhuurde huizen en landhoeven;

4°. Van alle schadeloosstellingen, die de hoevenaar of huurder mogt begeeren, wegens gestoord gebruik, ingevalle het regt tot schadeloosstelling niet tegengesproken wordt, zoo als ook over de beschadiging aan het verhuurd goed, door den eigenaar voorgewend.

5°. Van alle betalingen van loon aan arbeidslieden, dienstboden, en over de uitvoering der wederzijdsche verbindtenissen tusschen meesters en hunne dienst- of werkboden, uitgezonderd alleen in de gevallen, die aan de raden van goemannen zullen zijn toegekend, in die plaatsen, alwaar dezelve zullen worden aangesteld;

6°. Van actien van injurie, met woorden gepleegd, wegens twist en dadelijk geweld, voor welke de partijen zich niet hebben voorzien in cas crimineel of van politie.

12. De vrede-regters zijn officieren der regterlijke policie en regters van enkele policie; hunne attributien en hunne competentie zijn, in dit dubbeld opzigt, bij het criminele wetboek bepaald.

13. Zij zullen zich, daarenboven, gedragen naar alles, wat bij de andere wetboeken en wetten van het rijk, mitsgaders bij Onze decreten, den vrede-regters is voorgeschreven.

TITEL II.

Van de regtbanken ter eerster instantie.

HOOFDSTUK I.

Organisatie en uitgaven.

14. Het getal en de organisatie der regtbanken ter eerster instantie in de departementen des Bouches du Rhin en des Bouches de l'Escaut, blijven zoodanig als dezelve bij Ons decreet van den 18 van oogstmaand ll. bepaald zijn.

15. Aan deze regtbanken zullen onderworpen zijn de arrondisementen der hoofdplaatsen der prefectuur of onder-prefectuur, alwaar zij zitting zullen houden.

16. Niemand zal bij gemelde regtbanken van eerste instantie griffier kunnen zijn, ten zij hij den ouderdom van vijf-en-twintig jaren bereikt hebbe.

17. Het tractement der regters is bepaald, te weten:

In de regtbanken te Middelburg en in den Bosch, op 2000 franken.

In die van Breda en van Nymegen op 1800 franken.

En in die van Goes, Eindhoven en Zierikzee op 1500 franken.

18. Het tractement der voorzitters en van Onze procureurs bij gemelde regtbanken ter eerster instantie, zal het dubbeld van dat der regters zijn.

19. De tractementen van alle de andere leden van de regtbank zullen bepaald worden ingevolge de grondslagen, die door de wet en door Onze decreten bepaald zijn.

Het tractement der keizerlijke procureurs-crimineel, en der substituten van Onzen procureur-generaal bij de hoven, die te Middelburg en in den Bosch zitting zullen houden, zal hetzelfde zijn als dat der voorzitters bij de regtbanken ter eerster instantie in die steden.

20. De kleine uitgaven van gezegde regtbanken ter eerster instantie zullen bij provisie door Onzen groot-regter minister van justitie worden geregeld, volgende daarin, zoo veel mogelijk, de grondstellingen, volgens welke uitgaven van gelijken aard, in de overige departementen des rijks, door Ons bepaald zijn of nog zullen worden.

HOOFDSTUK II.

Competentie der regtbanken ter eerster instantie.

21. Onze regtbanken ter eerster instantie in de departementen der Bouches du Rhin en der Bouches de l'Escaut zullen in materie-civiel kennis nemen, overeenkomstig de beschikkingen van het wetboek Napoleon, van het wetboek op de manier van procederen en van de andere wetten van het rijk.

1°. Ter eerster instantie van alle reële, personele of gemengde actien, voor zoo verre dezelven niet vallen onder de competentie der vrede-regters en der regtbanken voor den koophandel.

2°. Ter eerster en laatster instantie, van alle actien personeel en mobilair tot de waarde van 1000 franken kapitaal en van actien reëel, welker hoofd-onderwerp niet meer dan 50 franken bepaald inkomen beloope, het zij zulks bestaat uit renten of voor huurs waarde berekend worde.

(*Het vervolg in ons eerstkomend nommer.*)

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.